



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
14 mars 2008
Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante et unième session

Vienne, 10-14 mars 2008

Projet de rapport

Rapporteur: Nicola **Rosenblum** (Australie)

Additif

Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur du programme

1. À sa 1292^e séance, le 13 mars, la Commission a examiné le point 8 de l'ordre du jour, intitulé "Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur du programme". Pour l'examen de ce point, elle était saisie des documents suivants:

a) Rapport du Directeur exécutif sur les questions et difficultés financières rencontrées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour s'acquitter de ses mandats et une première évaluation des moyens d'améliorer la situation financière (E/CN.7/2008/11–E/CN.15/2008/15);

b) Rapport du Directeur exécutif sur les programmes et initiatives à mettre en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime au cours des exercices biennaux 2008-2009 et 2010-2011 (E/CN.7/2008/12–E/CN.15/2008/16).

2. Le Directeur chargé de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques a fait une déclaration liminaire. Des déclarations ont été faites par l'observateur de la Slovénie (au nom de l'Union européenne) et par les représentants des États-Unis, du Japon et de l'Australie. Une déclaration a également été faite par l'observateur de la France.



Délibérations

3. Une représentant du Secrétariat a souligné les efforts faits par l'ONUDC afin d'harmoniser sa stratégie avec des outils communs à l'ensemble du Secrétariat, tels que le plan-programme biennal, le budget consolidé et le cadre stratégique de l'ONU pour la période 2008-2011. Le budget consolidé approuvé par la Commission à la reprise de sa cinquantième session constituait la première étape du processus visant à garantir que les résultats et les domaines de résultat définis dans la stratégie pour la période 2008-2011 soient mesurables et assortis des indicateurs de succès correspondants. Il a été noté que, malgré tous ses efforts, l'Office n'avait pas été en mesure d'obtenir du Siège de l'Organisation un exemplaire du projet de cadre stratégique de l'ONU à temps pour l'examen de ce point de l'ordre du jour par la Commission à sa session en cours.

4. Les orateurs ont exhorté l'ONUDC à utiliser sa Stratégie pour la période 2008-2011 comme cadre programmatique pour établir des priorités entre ses activités et trouver d'autres domaines où réaliser des économies.

5. Des orateurs se sont félicités des efforts déployés par l'ONUDC pour instituer une gestion axée sur les résultats ainsi que de la réorganisation du Centre régional de l'ONUDC pour l'Asie de l'Est et le Pacifique sis à Bangkok. Ils ont renouvelé leur appui aux initiatives de gestion du cycle des projets entreprises par l'ONUDC et ont déclaré que le succès de ces initiatives contribuerait à favoriser une culture de l'évaluation au sein de l'Office. Une intervenante a demandé plus d'informations sur les évaluations en cours et a souligné la nécessité de veiller à ce que les produits de recherche et d'analyse de l'ONUDC reposent sur une méthodologie rigoureuse, fassent l'objet d'un examen par des spécialistes du domaine considéré et soient élaborés en consultation étroite avec les pays concernés. Elle a suggéré également que la stratégie de l'ONUDC pour la période 2008-2011 soit utilisée pour rationaliser le portefeuille de projets. Elle a approuvé l'idée que l'ONUDC reçoive un financement plus important au titre du budget ordinaire de l'ONU et a proposé que le Secrétariat fasse tout pour travailler avec les principaux donateurs dans ce sens, notamment en présentant des listes détaillées des ressources nécessaires au titre du budget ordinaire.

6. Un orateur a récapitulé toutes les mesures prises par le Secrétariat pour créer les conditions d'un financement plus sûr, à savoir l'adoption de la stratégie de l'ONUDC pour la période 2008-2011 et son harmonisation avec le cadre stratégique de l'ONU et le budget consolidé. Il a demandé aux États Membres de préciser ce qu'il fallait de plus pour assurer un financement suffisant à l'ONUDC. Il a déclaré que l'ONUDC risquait de se trouver sous peu dans une situation où il lui faudrait refuser des contributions extrabudgétaires liées à des projets précis parce que les fonds à des fins générales étaient insuffisants pour couvrir les dépenses opérationnelles. À cet égard, il s'est félicité de la proposition de mettre en place un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les questions de finance et de gouvernance. Il a souligné qu'il était nécessaire d'allouer à l'ONUDC des ressources plus importantes au titre du budget ordinaire de l'ONU et a exhorté les États Membres à plaider pour cette approche.